

ANALISE ET PROPOS DU MOUVEMENT A YELE'

BIOGRAPHIE (du site <http://aguiboukone.org/> ou on peut trouver aussi autres document sur la sortie de la crise pacifique et durable).

Aguibou KONE est né le 19 février 1968 à Zandièla, dans la région de Sikasso au Sud du Mali. Président fondateur de SOS Nature en 1990, membre des directions Nationales de l'Association des Élèves et Étudiants du Mali (AEEM) de l'Association de Défense des Victimes de la Répression (ADVR) de 1991 à 1993, président de la Commission Spéciale de l'AEEM sur le conflit du nord de 1991-1992, président et fondateur des fameuses cellules de crise de l'AEEM qui jouèrent une part déterminante dans la mobilisation pendant la révolution démocratique de mars 1991 et assurèrent le maintien de l'ordre dans les rues de Bamako après la chute de la dictature, Aguibou KONE est un militant reconnu et respecté pour son rôle dans le processus de démocratisation et dans la défense de l'école malienne et de la paix dans le pays Homme d'ouverture et de dialogue qui participa à toutes les grandes négociations de l'AEEM sous la dictature et après l'avènement de la démocratie de 1991 à 1993, il prit une part active à la conférence nationale qui adopta le projet de constitution démocratique en 1991.

Leader intègre et libre qui s'est toujours tenu à l'écart des partis politiques, son intransigeance sur le respect des principes démocratiques, son combat pour préserver l'indépendance de l'AEEM et sa dénonciation des dérives du régime lui valurent d'être persécuté et renvoyé de l'École Nationale d'Ingénieurs (ENI) de Bamako en 1992. Premier militant à être invité à quitter le Mali après l'avènement de la démocratie, il fut contraint de s'exiler en France en 1993, pour y poursuivre ses études à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC), une des meilleures écoles françaises d'ingénieurs, où il obtint un diplôme d'Ingénieur en Génie Informatique en 1999 ainsi qu'un Master en analyse, conception et conduite des processus et systèmes complexes au département des Technologies et Sciences Humaines en 2000. Entrepreneur et consultant en nouvelles technologies de l'information, et gérant fondateur de la société « e-MAN Consulting » implantée à Paris, Dakar et Bamako de 2000 à 2004, Aguibou KONE milite activement pour l'usage et la production des technologies Open Source en Afrique qu'il a parcouru du Sénégal au Congo en passant par le Mali dans le cadre de ses activités professionnelles.

Marié et père de deux enfants, riche de son histoire familiale et ancestrale, de son parcours militant, de sa pause en Europe qui lui a permis de prendre de la distance et du recul sur la situation de son pays dans un monde globalisé, et doté d'une éducation et d'une formation intellectuelle poussées en politique, économie, histoire, et sciences dures, Aguibou KONE a un regard qui embrasse les origines du Mali et des Maliens, et qui porte loin vers ce qu'il veut faire du Mali : un pays où il fera bon de vivre Parce que chacun se préoccupera de l'autre, de ce qu'il a hérité et de ce qu'il laissera à ses enfants, un Peuple où les liens et la responsabilité de tous envers tous seront retrouvés et qui pourra guider L'Afrique vers une renaissance de ses civilisations.

Plan de sortie de crise proposé par le mouvement A yèlè

Analyse

Depuis cinquante ans, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition, l'élite malienne a la même attitude de domination honteuse qui consiste à traiter la majorité analphabète (75%) et les pauvres en général comme des sous-individus indignes de participation politique véritable. C'est pour cette raison que les gouvernements se succèdent

dent avec ou sans alternance, et que le Mali et l'Afrique en général continuent de s'enfoncer dans le gouffre de l'acculturation, de l'ignorance et du manque de niveau flagrant des élites conduisant à l'échec de tous les modèles importés et de tous les projets conçus au départ pour la relance politique et économique du pays, ainsi que pour la paix et la stabilité.

Comment peut-on faire fonctionner un système politique crédible sans la participation des trois quarts de la population, sans le respect et la valorisation des acquis culturels millénaires ?

J'ai parcouru le monde, je n'ai jamais vu une élite ignorer et mépriser ses propres racines autant qu'en Afrique. Le simple fait de parler le français est l'aboutissement ultime pour beaucoup de gens. Le fait d'être traité de Bambara, de Peuls etc.. qui sont nos identités réelles, est synonyme d'insulte, d'inculture et d'ignorance ici au Mali depuis l'indépendance.

Nous vivons dans un complexe de supériorité vis à vis de nos peuples. On ne jure que par l'Occident ou l'Orient, mais tout ce qui est authentique est ignoré, dévalorisé et jeté aux oubliettes sans la moindre réflexion. Nous sommes des ignorants prétentieux et arrogants qui pensent connaître l'Occident ou l'Orient mieux que les occidentaux et les orientaux, alors que nous ignorons tout de l'histoire réelle et non glorificatrice de ces continents.

Le Mali doit et peut faire bien plus que la simple imitation des modèles importés. Nous avons des atouts qui sont complètement ignorés ou dénigrés par les tenants du pouvoir en particulier et l'élite scolarisée et acculturée en général. Savoir lire et écrire le français ou l'arabe est suffisant ici pour se dénigrer et dénigrer tout ce que nous avons été pendant des siècles au sein de nos familles qui ont aussi des entités étatiques séculaires plus grandes que bien d'États occidentaux ou d'ailleurs.

Il y a actuellement une bataille rangée au sein de la classe politique pour le partage du pouvoir de transition et beaucoup pensent que ceux qui contrôleront ce pouvoir de transition contrôleront les institutions élues au suffrage. Au cours de nos réunions, nous nous rendons compte que cette classe politique ne se réveille toujours pas de son ignorance embarrassante. Si on les laisse faire, ils vont exactement reproduire le même schéma que celui de la transition passée et sont donc prêts à administrer le pays comme ils le faisaient avant. Ceux qui étaient dans « l'opposition politique » et qui bénéficiaient du laisser-aller général pour s'enrichir et asseoir leur socle politique veulent maintenant conquérir le pouvoir pour s'enrichir d'avantage pendant que la misère, la faim et l'endettement des Maliens augmentent de jour en jour. Tellement aveuglés par le pouvoir, ils veulent remplacer des institutions élitistes par d'autres institutions élitistes avec un mépris souverain pour le peuple et ses vrais leaders que l'on peut trouver uniquement dans les anciens États.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, nombreux sont les représentants de l'élite qui ignorent que des États stables, forts et prospères ont existé pendant des siècles avant l'arrivée des colons. Ils ne connaissent de l'histoire que la légende de quelques empires mis en avant pour perpétrer l'œuvre de domination des peuples divers qui avaient leur souveraineté avant l'arrivée coloniale. L'ignorance de l'élite est la cause principale de la confiscation de la liberté, de l'étouffement des identités et de la mise à l'écart du peuple dans la gestion du pays.

Ceci est valable pour les élites africaines en général, voilà pourquoi l'Union Africaine n'a envoyé personne consulter les vraies autorités crédibles du Mali qu'il ne faut pas confondre avec les chefs religieux musulmans ou chrétiens qui ont aussi un rôle important à jouer, mais c'est la mise à l'écart des chefs des anciens États, qui sont issus de familles encore très bien organisées et respectées, qui pose problème, et c'est grâce à eux et à leur entremise que l'on pourrait gérer cette situation de crise en un clin d'œil.

Nous sommes tous coupables du déclin du Mali et de l'Afrique depuis 50 ans que nous parlons d'indépendance. Nous sommes victimes de notre propre ignorance. Le verdict est le pardon comme l'exige la Famille du parent et de l'enfant.

Nous devons toutefois nous réveiller et vite. C'est le sens de ma candidature. C'est le sens de la démarche du mouvement A yèlè. Nous sommes un mouvement ouvert. Notre objectif est la réalisation de l'unité de la famille malienne au service de la paix, de la liberté et du bien-être des individus dans l'esprit du lien indéfectible et de la solidarité pour le meilleur et le pire qui existent entre le parent et l'enfant.

Quand il y a le conflit dans la famille, ceux qui n'y participent pas ont mieux à faire que d'y prendre partie. Ils doivent plutôt aider la famille à retrouver son unité et la paix avant toute autre chose. C'est ce que nous faisons depuis qu'ont éclaté les premiers coups de feu à Bamako. Nous gardons le contact avec toutes les parties car nous avons de la famille et des connaissances dans tous les camps qui s'affrontent. Nous ne sommes pas intéressés par le pouvoir dans des conditions non démocratiques.

Notre projet exige le débat et la participation de tous. Les élections sont nécessaires à l'accomplissement de notre ambition pour le Mali, l'Afrique et le monde.

Nous devons tous faire notre mea culpa et nous pardonner sincèrement pour être en mesure de pardonner les autres. Je suis perplexe et même choqué de voir que la classe politique (pouvoir et opposition) ne se rend pas compte qu'il faut d'abord commencer par soi-même, reconnaître ses erreurs et présenter ses excuses à ce peuple martyrisé par pas moins de 7 conflits internes en 50 ans !

Nous ne participerons à aucune entreprise interne ou externe venant des Maliens ou de la communauté internationale qui puisse faire verser le sang et aggraver la souffrance de notre peuple.

Il faut que chacun se réveille à l'intérieur et à l'extérieur en faisant un peu plus d'effort que la simple organisation des réunions entre des élites qui refusent de se regarder en face. Ceci est valable pour la classe politique malienne et africaine. Le peuple malien ne supporte plus les ignorants assoiffés de confort et plein de mépris pour les autres. Ça suffit.

Si la communauté internationale peut aider à faire quelque chose, c'est d'aider le Mali à obtenir un cessez-le-feu immédiat au nord. C'est ce conflit et la corruption qui ont entraîné cette situation.

L'OUA et la communauté internationale n'ignoraient rien de l'ampleur insupportable de la corruption qui mettait toute la société malienne et ses institutions à genoux depuis des années. Ceux qui contrôlent ces institutions ont fait comme si elles n'avaient aucune valeur.

On peut faire confiance au peuple malien. Les gens qui veulent réellement aider le Mali doivent d'abord venir pour s'informer au lieu de réagir comme des robots peu intelligents et qui se moquent du peuple et de son avis depuis toujours.

Aux yeux des Maliens, à tort ou à raison, ces instances sont aussi discréditées que la classe politique malienne.

Nous avons connu les événements de mars 1991, tiré les leçons de la transition et de l'expérience démocratique des 20 dernières années.

Pour répondre aux exigences de paix, de démocratie véritable, de bien-être pour tous, et de la reconnaissance des identités historiques et culturelles des peuples dominés par la colonisation et le

post-colonialisme, le mouvement A yèlè, bien avant la crise actuelle, disposait déjà d'un projet crédible pour bâtir un Mali stable et prospère à l'abri de la guerre, de l'esprit de domination, de la corruption érigée en système de gouvernement et de l'instabilité politique.

Le peuple du Mali souffre de la misère, de la faim et cruellement de l'injustice faisant partie intégrante de la culture de l'élite scolarisée qui ignore tout du Mali, de ses origines et de ses aspirations profondes, et qui s'est toujours comporté en véritable colonisateurs internes.

Le Mali dispose d'un peuple patient et déterminé à maintenir son unité chaque fois mise en mal par les errements d'une minorité ayant fait main basse sur le pays en étouffants ses valeurs et en niant aux individus le chemin de l'égalité, de la liberté et de l'émancipation des identités.

Proposition :

Pour sortir de la crise, le mouvement A yèlè propose la création d'un conseil national de transition.

Ce conseil sera l'autorité suprême du Mali. Il sera responsable devant le peuple.

Composition :

Le conseil de transition rassemblera :

les représentants des Etats ancestraux du Mali. Ils formeront la majorité du conseil.

Les représentants des confessions religieuses (musulmans et chrétiens)

les représentants des forces politiques intègres qui n'ont pas participé à la gestion du pays

Mission :

Le conseil nommera le gouvernement de transition

Le conseil sera l'organe législatif du pays.

Le conseil et le gouvernement :

conduiront ensemble les actions politiques pour faire la paix au nord, notamment obtenir un cessez le feu immédiat pour laisser place à la négociation.

assainiront la gestion de l'administration et instaureront la lutte contre la corruption à tous les étages où elle sévit en appauvrissant le Mali et en compromettant son avenir ;

organiseront les élections dans un délai raisonnable.